

Communiqué
29 janvier 2026

La France consolide sa position compétitive au sein d'une Europe en difficulté

L'année 2025 marque une étape de stabilisation pour l'économie française. Si le solde des échanges de biens et services se dégrade légèrement dans un contexte de guerre commerciale, il se maintient à un niveau supérieur à celui de 2019 grâce à la montée structurelle de l'excédent des services.

1. La France regagne en compétitivité face à ses grands voisins mais reste en retrait par rapport à la zone euro dans son ensemble, qui perd aussi du terrain

- Les prix d'exportation français pour les biens manufacturés progressent moins fortement que ceux de nos grands voisins : cette dynamique permet à la France de regagner de la compétitivité-prix.
- Toutefois, la progression des prix français reste supérieure à la moyenne de la zone euro, signalant une perte de terrain face aux pays européens situés en dehors du cœur économique européen.
- Dans le même temps, la zone euro subit de plein fouet la course technologique chinoise, la guerre commerciale américaine et le renchérissement de ses prix énergétiques.
- En miroir, la France maintient désormais sa part dans les exportations de la zone euro après deux décennies de chute, mais la situation globale de l'Europe devient préoccupante : la zone euro a vu sa part dans les exportations mondiales baisser de près de 3 points entre 2024 et 2025.
- La France est désormais entraînée par la perte de compétitivité de l'ensemble de la zone euro.

2. Le pays a amélioré sa compétitivité-coût grâce à la maîtrise de l'inflation et aux politiques de l'offre

- La France bénéficie d'une modération de ses coûts salariaux unitaires par rapport à ses grands voisins, notamment l'Allemagne, depuis plus de 10 ans.
- Cet avantage résulte d'un taux d'inflation en France inférieur à la moyenne de la zone euro, ce qui limite les hausses salariales nominales, et des politiques d'allègements de cotisations mises en place à la suite du rapport Gallois.
- La compétitivité de l'industrie est également soutenue par la baisse des impôts de production depuis 2020, notamment la réduction de la CVAE, de la CFE et des taxes foncières.
- Malgré ces efforts, les entreprises françaises supportent un coût du travail et des prélèvements nets sur la valeur ajoutée supérieurs aux autres pays européens.

- Le redressement des comptes publics doit préserver les progrès réalisés en compétitivité des entreprises qui nous ont rapprochés de la moyenne des autres grands pays européens.

3. Le combat industriel se déplace désormais vers l'innovation et le grand export

- Si la France a largement réglé le sujet de sa compétitivité relative vis-à-vis des grands pays du cœur de la zone euro, le défi se déplace désormais vers la concurrence des pays périphériques et le reste du monde, dans un contexte de protectionnisme accru.
- Pour éviter l'enlisement, l'économie française doit porter l'accent sur l'innovation et la compétitivité hors-prix (montée en gamme). En outre, la compétitivité européenne devient un déterminant clé de la compétitivité française.

"L'hémorragie des parts de marché a été endiguée au prix d'un effort important sur les prix d'exportation, et en sous-jacent, de compétitivité-coût. Si la France marque des points face à ses voisins directs, le sujet de la compétitivité se déplace désormais au niveau européen vis-à-vis du reste du monde. Le rétablissement de notre compétitivité passera aussi par l'innovation et la compétitivité hors-prix."